

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 34 (1954)
Heft: 2

Rubrik: La vie économique en quelques lignes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

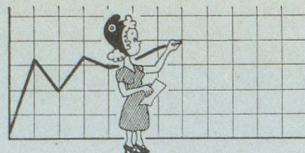
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



LA VIE ÉCONOMIQUE

FRANCE

LE FAIT DU MOIS **Le programme de « rénovation économique » de M. Edgar Faure.** — Son objectif : hausse de 10 % de la production, du revenu national et du niveau de vie en 18 mois.

Ses moyens : série d'impulsions prudentes ne permettant pas un retour offensif de l'inflation : légère hausse des salaires, abaissement du taux d'escompte de la Banque de France, priorité aux investissements industriels et agricoles (10 et 20 milliards respectivement).

Les conditions de son succès : stabilité des prix et baisse éventuelle dans certains secteurs ; stabilité gouvernementale et poursuite de l'effort entrepris pendant les 18 mois prévus.

ÉCONOMIE INTÉRIEURE **Le diagnostic de la Commission de financement du plan.** — La France souffre de quatre maux principaux :

- 1^o excès des charges publiques imprédictives ;
- 2^o insuffisance des facultés d'adaptation de l'économie ;
- 3^o insuffisance de l'épargne et sa répugnance à s'investir dans des placements productifs ;
- 4^o insuffisance des moyens d'information des pouvoirs publics.

C'est dans le but de remédier à ces obstacles fondamentaux que le Ministre des finances a pris le 4 février dernier les premières décisions de son programme de rénovation. Mais d'autres moyens devront suivre.

Incidences économiques de la vague de froid. — Baisse sensible du chiffre d'affaires dans les magasins de détaillant. — Hausse des prix de certaines denrées alimentaires. — Ventes-record des pétroliers dont les réserves de mazout ont été épuisées. — Perte probable de 30 à 40 % des surfaces emblavées des départements producteurs de blé.

ÉPARGNE **Expansion notable des dépôts et des souscriptions.** —

Les signes de la renaissance de l'épargne se multiplient : augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne, progression des dépôts bancaires et surtout souscriptions accrues aux émissions publiques qui ne cessent d'être offertes sur le marché. En quelques mois, le public a apporté 10 milliards au Crédit foncier, 49 milliards au Trésor (Certificats d'investissements), 10 milliards au Crédit national (souscrits dans la journée) et Électricité de France s'apprête à demander une quarantaine de milliards pour le financement de ses investissements en renouvelant une formule qui semble bien entrée dans les mœurs : le placement de « parts de production ».

Indépendamment de ces souscriptions à des émissions de valeurs à revenus fixes, plusieurs sociétés ont procédé depuis trois mois avec succès à des augmentations de capital importantes.

PRIX **La disparité des prix français et étrangers préoccupe les pouvoirs publics.** — Le rapport de M. Louvel insiste sur les dangers que fait courir à l'industrie française la cherté des prix par rapport aux prix allemands, dans la perspective d'une intégration européenne immédiate.

Causes de cette situation : poids des charges fiscales et surtout parafiscales (20 % de plus qu'à l'étranger), dispersion des entreprises, caractère artisanal de certaines fabrications.

BOURSE **Hausse des obligations non indexées.** — Les valeurs à revenu fixe bénéficient actuellement d'un regain de faveur et les obligations industrielles, longtemps délaissées, sont de plus en plus recherchées depuis que l'on ne paraît plus redouter de nouvelle dépréciation du franc. Il est courant de trouver des obligations de l'ordre qui rapportent 7 % net.

Les nouvelles émissions sont encore très onéreuses pour les sociétés : un emprunt 6,5 % placé en ce moment et amortissable en douze ou quinze ans coûte à la société entre 9,25 et 9,50 %, compte tenu de tous les avantages divers qui remplacent l'indexation.

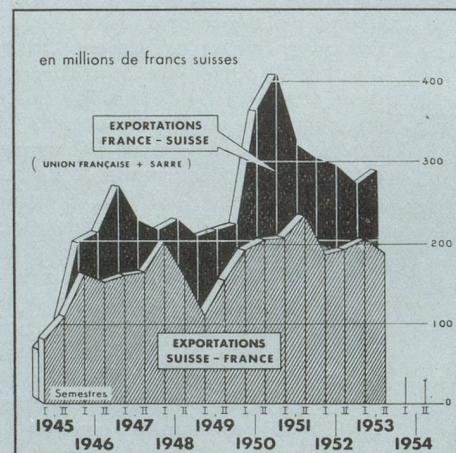
Les prédictions de Colin Clark. — L'économiste bien connu Colin Clark avait en décembre, dans deux articles à sensation du « Manchester Guardian », mis en garde les États-Unis contre l'imminence d'une crise au moins aussi grave que celle de 1929. M. Mendès-France fait écho à son tour dans « Le Monde » à ces préoccupations et saisit l'occasion, une fois de plus, pour déplorer la faiblesse des moyens d'information dont on dispose en France pour suivre et contrôler l'évolution de la conjoncture.

Le déficit français se réduit. — En décembre, le solde déficitaire de la France à l'I. E. P. était de 33,3 millions de dollars. La reprise des exportations a permis de le ramener à 1,8 million en janvier. Des rapatriements massifs de devises ont été enregistrés à la suite des affirmations réitérées selon lesquelles aucune dévaluation n'était envisagée pour le proche avenir.

CRISE

U. E. P.

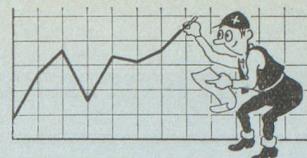
GRAPH
D
COMM
FRANCO



COURS ET INDICES FRANÇAIS.

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours Napoléon	15 févr. 2.980	15 janv. 3.010	15 févr. 3.810
Cours fr. s. marché parallèle	15 févr. 87,50	15 janv. 87,50	15 févr. 96
Ind. valeurs métropolitaines (1949 = 100)	5 févr. 209	8 janv. 196	6 févr. 167
Ind. prod. ind. (1938 = 100)	déc. 53 150	nov. 53 145	déc. 52 145
Chômeurs (total en 1.000)	1er janv. 61,9	1er déc. 57,5	1er janv. 54,3
Ind. sal. hor. ouv. mét. rég. paris. (1949 = 100)	déc. 53 179	nov. 53 178	déc. 52 174
Ind. prix de gros (1949 = 100)	janv. 54 138,6	déc. 53 138,0	janv. 53 140,8
Ind. prix consomm. familiale (1949 = 100)	janv. 54 143,2	déc. 53 142,1	janv. 53 145,6
Transports commerc. (mio. t.)	déc. 53 14,4	nov. 53 14,9	déc. 52 14,7
Voyageurs (millions)	nov. 53 44,0	oct. 53 41,5	nov. 52 44,6
Ind. vol. import. (1938 = 100)	déc. 53 129	nov. 53 127	déc. 52 131
Ind. vol. export. (1938 = 100)	déc. 53 202	nov. 53 214	déc. 52 192

EN QUELQUES LIGNES



SUISSE

LE FAIT DU MOIS **Navigation rhénane.** — Depuis quelque temps les Allemands mettent à la navigation rhénane des entraves qui ont provoqué de vives réactions en Suisse et aux Pays-Bas. La Suisse, en particulier, a affirmé clairement ses droits à se prévaloir de la liberté de navigation sur le Rhin, droits qui découlent de nombreux actes internationaux et auxquels elle ne renoncera pas.

D'autre part, une conférence de la batellerie rhénane a siégé à Genève au B. I. T. du 18 au 22 janvier pour réviser certaines dispositions de l'accord international de 1950 concernant les conditions de travail des bateliers rhénans. La Suisse a obtenu satisfaction sur les points qui l'intéressaient, en particulier les heures de repos nocturne.

ÉCONOMIE INTÉRIEURE **Approvisionnement du pays.** — Dan son rapport du 15 janvier 1954, le Conseil fédéral constate que si les réserves obligatoires se maintiennent à un niveau satisfaisant, il semble que les stocks libres aient diminué dans d'assez fortes proportions. Le volume des stocks de carburants et combustibles liquides reste insuffisant parce qu'il n'a pas été possible jusqu'à présent d'intensifier l'aménagement de citernes à une cadence en rapport avec le très sensible accroissement de la consommation. Le Conseil fédéral souligne qu'il est regret-

table que la population méconnaisse l'importance que revêt la constitution de provisions de ménage. Ces provisions, constituées sur une assez vaste échelle au moment du conflit coréen, ont été rapidement réduites et actuellement on estime que 30 % seulement des ménages disposent de réserves.

Réserves de crises. — On constate un développement réjouissant des réserves de crises qui ont passé en une année de 82 à 160 millions. 1.183 entreprises se sont ralliées au système. Ces chiffres vont certainement encore augmenter dans les prochaines semaines lorsque les résultats de l'exercice 1953 seront connus.

Situation de la Banque nationale suisse. — Au 31 décembre 1953 la situation de la Banque nationale suisse était la suivante, comparée à celle au 31 décembre 1952 (en millions de francs) :

	1953	1952
Encaisse or	6.086	5.876
Devises pouvant servir de couverture	522	491
Effets de change	192	246
Billets en circulation	5.229	5.122
Autres engagements à vue	1.541	1.454
Couverture or de tous les engagements	89,9%	89,4%

Résultats des banques. — Les bénéfices des banques (banques cantonales, banques locales et grandes banques) s'inscrivent dans les chiffres de l'an passé et les dividendes connus jusqu'à présent sont inchangés. Toutefois, on a assisté ces dernières semaines à une forte hausse des actions de banques.

Recettes de la Confédération. — Pour 1953, les recettes fiscales brutes de la Confédération se sont élevées à 1.598,8 millions de francs. Déduction faite des parts revenant aux cantons, il reste 1.505,1 millions pour la Confédération. Les principales ressources fiscales fédérales sont constituées par les droits de douane qui ont rapporté l'an passé 513,9 millions de francs et l'impôt sur le chiffre d'affaires qui a fourni 473,1 millions.

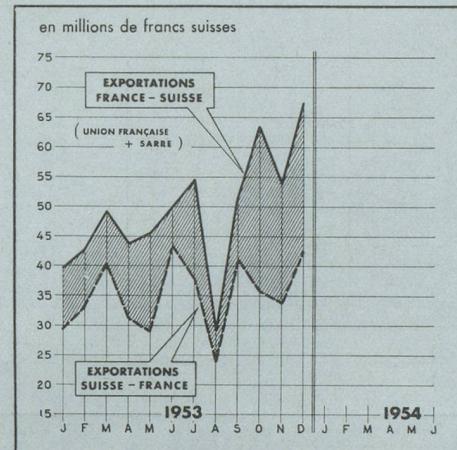
Les recettes totales dépassent de 137 millions le chiffre prévu au budget.

Fonds de l'A. V. S. — A fin 1953, les placements de l'A. V. S. s'élevaient au total à 2.677,6 millions de francs. Le rendement moyen s'établit à 2,97 % alors que le bilan technique est calculé sur la base d'un intérêt moyen de 2,75 %.

On constate toujours une très grande liquidité du marché de l'argent en Suisse. Il en résulte une baisse constante du rendement des obligations, celui des fonds publics de la Confédération ayant baissé de 2,49 % en janvier 1953 à 2,27 % en janvier 1954.

Solde de la Suisse à l'U. E. P. — En janvier, le solde actif de la Suisse est de 26 millions. L'excédent cumulatif s'élève à 1.403 millions de francs, soit 85,6 % du quota total de 1.639,8 millions. Le crédit de la Confédération s'élève à 811 millions, le solde étant à couvrir par de l'or ou des devises.

Les résultats de janvier 1954. — Pour le premier mois de cette année les importations suisses se sont élevées à 418,5 millions de francs suisses (contre 379,9 millions en 1953). Les exportations représentent de leur côté un montant total de 361,2 millions de francs suisses (368,1 en 1953). La balance commerciale suisse, pour janvier, se solde donc par un déficit de 57,3 millions de francs suisses.



COURS ET INDICES SUISSES

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours pièce or 20 fr. s. . . .	15 févr. 33	15 janv. 32,75	15 févr. 38,75
Cours billet 100 fr. fr. . . .	15 févr. 1,15	15 janv. 1,14	15 févr. 1,24
Ind. gén. actions	janv. 54 340,3	déc. 53 331,7	janv. 53 322,1
Coeff. d'activité industrielle (100 = satisfaisant)	53 126	53 124	52 119
Chômeurs total	déc. 53 7.113	nov. 53 3.591	déc. 52 11.726
Ind. prix de gros (1939 = 100) . .	janv. 54 212,5	déc. 53 210,9	janv. 53 214,5
Coût de la vie (1939 = 100) . .	janv. 54 169,8	déc. 53 170,1	janv. 52 169,9
Ind. salaires hor. réels (1949 = 100)	53 114,7	53 114,8	52 113,1
Marchandises transportées			
C. F. F. (mio. de t)	déc. 53 1,6	nov. 53 1,8	déc. 52 1,5
Voyageurs (millions)	déc. 53 16,2	nov. 53 16,7	déc. 52 18,4
Ind. import. (1938 = 100) . .	janv. 54 157	déc. 53 185	janv. 53 142
Ind. export. (1938 = 100) . .	janv. 54 159	déc. 53 206	janv. 53 167

BANQUES

FINANCES PUBLIQUES

U. E. P.

COMMERCE EXTÉRIEUR